



Chambre des communes  
CANADA

# Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan

---

AFGH • NUMÉRO 002 • 2<sup>e</sup> SESSION • 40<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le jeudi 26 mars 2009**

—  
**Président**

**M. Rick Casson**

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan

Le jeudi 26 mars 2009

•(1145)

[Traduction]

**Le président (M. Rick Casson (Lethbridge, PCC)):** La séance est ouverte.

Nous tenons aujourd'hui la deuxième séance du Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan conformément à l'ordre de renvoi du 10 février 2009.

Notre réunion consistera aujourd'hui en deux parties. Pendant la première partie, nous accueillerons, du Bureau du Conseil privé, David Mulroney, sous-ministre, groupe de travail sur l'Afghanistan.

Chers collègues, nous devons quitter cette pièce à 13 heures pour faire place à un autre comité. J'aimerais avoir 15 minutes à la fin de la séance pour discuter à huis clos des travaux du comité. Nous allons donc commencer sans plus tarder afin de pouvoir poser le plus de questions possible.

Monsieur Mulroney, merci beaucoup. Comme vous le savez, il y a déjà un moment que notre comité a siégé. Nous sommes donc très intéressés par ce que vous aurez à nous dire sur l'évolution de la situation en Afghanistan.

Monsieur, vous avez la parole.

[Français]

**M. David Mulroney (sous-ministre, Groupe de travail sur l'Afghanistan, Bureau du Conseil privé):** Bonjour et merci de m'avoir invité à m'adresser à vous aujourd'hui. Il me fait grand plaisir d'avoir la chance de vous présenter une mise à jour des progrès accomplis depuis la dernière fois que je me suis adressé au comité.

À l'époque, en juin 2008, les nouvelles priorités de la mission canadienne en Afghanistan avaient été établies et les programmes réorientés afin de mettre davantage l'accent sur la diplomatie et le développement. Le premier rapport trimestriel venait aussi tout juste d'être déposé devant le Parlement.

[Traduction]

Au cours des neuf derniers mois, nos ministères et organismes — sous la direction du Comité du cabinet sur l'Afghanistan — se sont efforcés de remplir les engagements pris dans la motion du gouvernement adoptée le 13 mars 2008 et de suivre les recommandations du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan.

Les mesures prises ont été les suivantes: une forte augmentation des effectifs civils, à savoir un plus grand nombre de hauts fonctionnaires et de gestionnaires. Alors que nous avions 52 civils travaillant en Afghanistan en juin dernier, nous en avons maintenant près de 100, et leur nombre augmentera encore dans les mois à venir. La majorité de cet effectif supplémentaire se trouve à Kandahar.

Depuis ma dernière comparution, nous avons établi des repères afin de mieux mesurer le progrès. Nous avons accru les pouvoirs délégués sur le terrain. Comme vous le savez, nous avons déployé

des hélicoptères et des véhicules aériens sans pilote. Nous avons déposé les deuxième et troisième rapports trimestriels et je crois que nous avons adopté une approche véritablement pangouvernementale, ciblée et connectée, qui est de plus en plus reconnue comme une innovation et un succès typiquement canadien.

En ce qui a trait à la sécurité, et nous l'avons dit franchement, la situation globale en Afghanistan reste dangereuse; elle s'est aggravée au cours des trois derniers mois, malgré les efforts des forces de sécurité nationale afghanes et du contingent international. Les insurgés attaquent aveuglément, tuant à la fois des civils et des militaires. Les incidents qui se produisent à Kandahar et à Kaboul montrent clairement combien il est difficile pour le Canada et ses partenaires d'y travailler. Toutefois, nous poursuivons notre travail et c'est l'un des sujets dont j'aimerais vous entretenir aujourd'hui.

En dépit des défis, les militaires et civils canadiens s'acquittent de la tâche que nous leur avons confiée. J'étais la semaine dernière en Afghanistan avec les ministres Day et Cannon. À cette occasion, ils ont rencontré l'équipe qui s'occupe de la planification et de la mise en oeuvre du barrage Dahla, dans le Sud de l'Afghanistan. Ils ont rencontré ceux qui travaillent sur place; ils ont marché le long du système d'irrigation qui mène du barrage jusqu'à Kandahar et ont même vu le tunnel par lequel l'eau peut traverser la montagne. Ils se sont entretenus avec les autorités locales du barrage et du rôle important que les fonctionnaires, les conseils et les shuras locaux joueront dans le succès de cette entreprise.

Nous avons rencontré des collègues militaires et civils qui s'occupent de former l'Armée nationale afghane, la Police nationale afghane et les agents de correction. Nous avons rencontré des collègues à Kaboul qui mettent en oeuvre notre nouveau bureau d'appui à la gouvernance, qui déploie des Canadiens d'expérience dans divers ministères afghans pour les aider à améliorer leur rendement et à accroître leur capacité.

Bien que nous n'ayons pas hésité à parler franchement des défis auxquels nous faisons face, tout particulièrement dans le domaine de la sécurité, il est aussi important que nous discutions des progrès. À ce sujet, j'aimerais citer quelques éléments tirés de la déclaration faite par Kai Eide, le représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, le 19 mars devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Premièrement: « Suite à tous les changements survenus pendant les six derniers mois, le gouvernement afghan est aujourd'hui dans une meilleure position et il est plus compétent qu'il ne l'a jamais été. Le niveau de gouvernance dans les provinces est meilleur. »

Deuxièmement: « La coopération entre les éléments clés à l'intérieur du gouvernement s'est améliorée. Cela est surtout vrai des institutions et des ministères chargés de la sécurité. »

Troisièmement: « Cette cohésion interne que nous voyons naître pourrait nous aider à remédier à la fragmentation qui jusqu'alors a gêné la coordination avec la communauté internationale. »

Comme Kai Eide l'a fait remarquer, ces éléments ne sont pour l'instant que des succès à l'état embryonnaire; leur concrétisation dépendra en grande partie de l'aptitude de la communauté internationale à réagir rapidement, mais, surtout, de la volonté du gouvernement afghan de continuer à bien accueillir et appuyer ces réformes.

Je pense que les Canadiens peuvent vraiment être fiers de ce que nous avons accompli pendant l'année qui vient de s'écouler. Nous donnons le ton en ce qui concerne les partenariats civils militaires. De plus en plus, on nous en parle dans les grandes capitales car, comme je l'ai déjà indiqué, notre équipe provinciale de reconstruction compte plus de civils que toutes les autres, et nos civils sont déployés dans des régions difficiles du pays.

Nous sommes résolus à ce que la transparence et la reddition de comptes soient les principes directeurs en ce qui concerne les engagements pris par le gouvernement, et je crois que nos rapports trimestriels en témoignent. Nous nous sommes donné de nouveaux moyens pour communiquer avec les Canadiens afin que le public sache mieux comment le Canada contribue à l'effort international en Afghanistan. Je pourrais vous donner deux autres exemples. Ces dernières semaines et dans les jours à venir, le général Denis Thompson, l'ancien commandant de la force opérationnelle à Kandahar, son bras droit, le colonel Jamie Cade, et Elissa Golberg, la civile la plus haut placée dans le Sud de l'Afghanistan — la représentante du Canada — ont prononcé ou prononceront des discours au Canada et à l'étranger sur ce que fait le Canada dans le Sud de l'Afghanistan.

Deuxièmement, nous avons consacré beaucoup de temps à rassembler les différents sites Web du gouvernement sur l'Afghanistan en un seul qui décrit toute la mission. Hier, certains d'entre vous ont peut-être vu le ministre Cannon expliquer cela aux Canadiens et leur montrer les genres de bandes vidéo et de rapports, ainsi que de fichiers balados qu'on y trouve sur les différents projets de développement que nous avons entrepris en Afghanistan, de même qu'une carte interactive sur laquelle on peut cliquer pour en savoir plus sur différents projets.

[Français]

J'aimerais terminer en disant qu'il est important de ne pas perdre de vue que le Canada travaille avec de nombreux autres pays et organisations internationales pour améliorer la sécurité, faciliter le développement et renforcer la bonne gouvernance en Afghanistan. Nous avons un dessein commun avec les Afghans, avec nos partenaires et avec nos alliés: protéger la paix internationale des dangers qu'engendre la violence des États défaillants.

Les réunions internationales prévues dans les prochaines semaines nous permettront d'œuvrer pour une plus grande cohérence, de nous concentrer sur des enjeux clés comme la capacité des Forces de sécurité nationale afghanes et de continuer à transférer le pouvoir aux Afghans.

●(1150)

[Traduction]

Faire des progrès en Afghanistan ne sera pas chose facile. Le rétablissement d'un climat de sécurité normal et d'une société stable prendra du temps. Malgré le défi, le Canada continue de concentrer ses efforts sur le renforcement de la capacité des Afghans, tout en s'assurant que le transfert des pouvoirs est de plus en plus planifié et mené par les Afghans eux-mêmes. Nous contribuons, d'une part, à créer un avenir meilleur pour les Afghans d'une manière qui correspond aux valeurs canadiennes et, d'autre part, à renforcer la sécurité du Canada.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons tout de suite aux questions en commençant par l'opposition officielle.

Monsieur Wilfert, vous avez sept minutes.

**L'hon. Bryon Wilfert (Richmond Hill, Lib.):** Monsieur le président, je partagerai mon temps avec mes collègues.

Ma question pour M. Mulroney, par votre entremise, monsieur le président, est la suivante. Il a été démontré, et on en a beaucoup discuté, que les institutions publiques sont très faibles et ne sont pas en mesure de contrer l'insurrection; il ne fait aucun doute que cela alimente l'insurrection, que cela aide les insurgés à accroître sa faveur auprès de la population. Les gens sont frustrés, surtout les pauvres, par le manque de véritable gouvernance, le non-respect des lois, l'absence de services essentiels et, surtout, par la corruption, dont nous entendons de plus en plus parler, surtout d'acteurs clés au sein du gouvernement afghan. Que fait le Canada, avec ses alliés, pour contrer ce problème? Manifestement, tant que la population ne fera pas confiance à son gouvernement, nous ne progresserons pas vers l'atteinte des objectifs que vous avez décrits ce matin.

Je vous prierais d'être aussi bref que possible pour que mes collègues puissent aussi poser leurs questions.

**M. David Mulroney:** Nous agissons sur plusieurs fronts.

Premièrement, comme notre priorité est de renforcer les forces de sécurité nationale afghanes, des mentors des Forces canadiennes travaillent avec l'armée nationale afghane. Cette initiative fait l'objet de rapports trimestriels, qui indiquent que l'armée nationale afghane a fait des progrès et peut maintenant lancer des opérations de sécurité là où il le faut.

Il y a encore beaucoup à faire avec la police, bien que nous ayons déjà établi un centre de formation de la police au sein de notre ERP; nous connaissons déjà certains succès au niveau local. De plus, d'autres formateurs civils et de la GRC seront bientôt envoyés.

J'ai touché quelques mots de notre bureau d'appui à la gouvernance qui dépêche des Canadiens dans des institutions telles que le ministère de l'Intérieur, qui gère la police. L'une des premières décisions qu'a prise le nouveau ministre de l'Intérieur a été de congédier des chefs de police dans différentes régions du pays. Nous estimons donc qu'un changement est à l'horizon, mais je ne voudrais pas vous faire croire que le défi n'est pas considérable, au contraire, et nous continuons d'y consacrer une bonne part de notre attention.

**L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.):** Monsieur Mulroney, je suis un peu étonné que vous ayez omis d'aborder deux questions qui, me semble-t-il, permettent d'établir le contexte de la mission. Il y a d'abord l'élection prochaine et les règles à cet égard prévues par la constitution afghane qui soulèvent la question de savoir si le président Karzai pourra rester en poste après mai, jusqu'à la tenue des élections, en août.

La deuxième question est celle du Pakistan et de la région dans son ensemble sur laquelle j'insiste depuis déjà un certain temps. Je vous saurais gré, dans nos discussions à l'avenir, si vous pouviez nous en dire plus sur la situation dans le Nord-Ouest du Pakistan où s'entraînent les talibans. Tant que nous ne comprendrons pas bien ce qui se passe là, nous ne pourrions comprendre la nature de l'insurrection et nous y attaquer.

Pourriez-vous nous dire quelques mots sur ces deux points?

[Français]

M. Coderre posera ensuite une question.

[Traduction]

**M. David Mulroney:** Je peux vous dire deux ou trois choses sur les élections, monsieur Rae.

Nous sommes relativement satisfaits de la façon dont s'est fait l'enregistrement des électeurs. Outre les 12 millions de personnes qui figuraient déjà au registre, 4 millions d'électeurs se sont inscrits. Nous suivons la situation de près et nous croyons que d'ici le mois d'août, quand se tiendront les élections, les forces de sécurité nationale afghanes seront en mesure de bien assumer leur responsabilité.

Nous avons contribué au processus de l'ONU d'appui aux élections. Le programme ELECT du PNUD affectera des fonds additionnels à la sensibilisation des électeurs pour faire comprendre aux citoyens ce que sont les élections et les droits et responsabilités des électeurs.

Pour ce qui est de la possibilité pour le président Karzai de rester en poste après le 22 mai, c'est au gouvernement afghan et aux partis d'opposition d'en décider à l'issue de décisions politiques. Je crois savoir que ces discussions sont en cours. Je ne peux présumer du résultat, mais c'est en effet au niveau politique que cette décision doit être prise et je crois qu'on respecte la constitution.

S'agissant du Pakistan et de la dimension régionale, de plus en plus, comme nous l'avons vu, la communauté internationale s'intéresse à cette région. Il est vrai que la situation est difficile en l'absence d'institutions régionales. Au cours des 12 derniers mois, avec nos deux missions et nos deux chefs de mission, nous avons coordonné la formulation de recommandations conjointes en matière d'orientation politique. Nous avons abordé des sujets tels que le soutien au programme au Baloutchistan, région voisine de Kandahar, où nous pourrions renforcer ce que nous faisons à Kandahar. Lors de leur visite à Kaboul la semaine dernière, les ministres Day et Cannon ont rencontré notre ambassadeur en Afghanistan et notre haut commissaire au Pakistan qui ont fait rapport aux ministres sur notre collaboration.

Nous continuons d'encourager la reprise de ce que nous appelons le processus de Dubaï aux termes duquel des représentants des autorités frontalières des deux pays se réunissaient. Ces rencontres ont été interrompues l'an dernier quand l'Afghanistan a suspendu ses relations directes avec le Pakistan. Nous et d'autres encourageons les deux pays à reprendre ces discussions, et je crois que l'attention qu'accorde depuis un certain temps la communauté internationale à cette région est une bonne chose.

• (1155)

**Le président:** Monsieur Coderre, vous avez deux minutes.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Le général Thompson nous a dit que la population avait l'impression que la sécurité était passée de 55 à 30 p. 100 et que le nombre d'attentats avait doublé. Il y a donc un sentiment d'insécurité grandissant.

[Traduction]

Selon certains chefs locaux et travailleurs sur le terrain, l'Afghanistan est actuellement au bord du chaos. Êtes-vous d'accord avec cette affirmation, étant donné que, même dans la province de Wardak, les talibans contrôlent environ 60 p. 100 du territoire?

[Français]

Compte tenu que le nombre d'attentats a doublé, avons-nous les équipements nécessaires pour bien remplir notre mission? On a acheté 100 chars d'assaut, et 40 d'entre eux ne sont pas encore prêts et se trouvent sur la base de Longue-Pointe.

**M. David Mulroney:** Monsieur Coderre, comme vous...

[Traduction]

**Le président:** Répondez brièvement.

[Français]

**M. David Mulroney:** Il est vrai que les conditions de sécurité se sont détériorées au cours des derniers mois.

[Traduction]

Il est vrai que, selon de nombreux indicateurs, la sécurité s'est détériorée. Ce fait se mesure grâce aux statistiques et peut être démontré, par exemple, par la complexité des embuscades qui sont préparées. On ne peut toutefois pas nécessairement conclure que cela signifie que l'Afghanistan a atteint l'étape du chaos. Si, par exemple, nous prenons la capacité des forces de sécurité nationale afghanes de gérer l'inscription électorale... La dernière élection était dirigée par la FIAS; celle-ci est dirigée par les Afghans.

Les insurgés ont, entre autres, pour objectif de fragiliser l'opinion publique, et ça fonctionne, mais ça ne cause pas le chaos, en raison de la réaction déterminée du gouvernement national afghan.

Je pense que les Forces canadiennes sont, sinon les mieux équipées en Afghanistan, à tout le moins parmi les forces les mieux équipées en Afghanistan. Le drame, c'est qu'au moment-même où nous armons, équipons et protégeons nos gens, les insurgés continuent de créer des dispositifs explosifs de circonstance plus insidieux. Ils sont plus grands et plus complexes du point de vue du nombre de gens requis pour les amorcer.

Je pense que nous avons quelques points en notre faveur. Par exemple, l'augmentation du nombre de troupes en Afghanistan, l'augmentation du nombre de troupes américaines. Deuxièmement, l'utilisation d'hélicoptères et de véhicules aériens sans pilote afin de pouvoir mieux surveiller l'endroit où les Canadiens travaillent sera un élément positif. Mais nous continuerons à faire face à des problèmes. Cette insurrection est très résolue.

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur Bachand.

[Français]

**M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ):** Merci, monsieur le président.

Bienvenue, monsieur Mulroney. Votre présentation est dans la lignée des présentations qu'on nous fait en général. Je n'en veux pas à votre nature optimiste, parce qu'il est important de l'être; je suis moi-même un optimiste. Mais à un certain point, l'optimisme frôle l'inexactitude. On laisse de côté des éléments importants qui démontrent qu'on est en train de perdre le conflit en Afghanistan.

J'ai en main des statistiques très inquiétantes. Entre autres, il y a eu 983 attentats en août 2008, ce qui représente une hausse de 47 p. 100 par rapport à août 2007. Les objectifs de contrôle et de sécurité n'ont pas été atteints. Les travailleurs humanitaires ont fait l'objet de 120 attentats et de 92 enlèvements, chiffres qui sont aussi en progression. Il y a eu 1 523 victimes civiles en 2007 et 2 118 en 2008, ce qui est une autre augmentation.

De 40 à 50 p. 100 du territoire est inaccessible aux travailleurs humanitaires. Les coûts sont aussi en forte progression. De 2001 à 2008, le conflit a coûté 10,5 milliards de dollars, et de 2008 à 2011, on prévoit qu'il coûtera 7 milliards de dollars. Ce conflit coûte de plus en plus cher. Les pertes de vies humaines au sein des troupes canadiennes et américaines sont également en progression depuis 2001. On perd de plus en plus de soldats.

Nous disons depuis longtemps qu'il faut changer la mission. Le plan américain pourrait être dévoilé demain. Il faudra voir comment on peut être complémentaires des Américains. Dans votre dernier résumé sur l'Afghanistan, c'est-à-dire le rapport interministériel des cinq ministres, vous avez dit que dans une certaine mesure, la situation s'est aggravée pendant le trimestre. À mon avis, c'est de plus en plus grave.

Est-on arrivé à un carrefour où il faut absolument changer la mission en Afghanistan? Tout le monde dit qu'on ne pourra pas gagner sur le plan militaire; pourtant, on augmente le nombre de soldats. La solution n'est-elle pas de demander aux soldats d'établir des périmètres de sécurité afin de construire des écoles, des cliniques et des systèmes d'irrigation? Au train où vont les choses, il est évident qu'on ne contrôlera pas cette insurrection et qu'on ne pourra pas gagner. D'ici 2011, je ne pense pas qu'on pourra corriger la situation.

Suis-je trop pessimiste ou êtes-vous trop optimiste?

•(1200)

**M. David Mulroney:** Chaque rapport trimestriel parle très franchement de la sécurité. Nous avons souligné que la sécurité s'était détériorée au cours des derniers mois. C'est un fait et nous avons été très clairs à ce sujet. Cependant, on doit aussi savoir comment le Canada et les autres pays peuvent remédier à cette situation.

[Traduction]

Nous avons parlé de la nature de l'insurrection de façon très honnête; nous avons indiqué que l'insurrection avait changé, que les insurgés tentent désespérément d'affaiblir la confiance des civils et des impacts concrets de tout cela. Cela rend notre travail très difficile. Mais ça ne s'arrête pas là. Nous n'avons pas arrêté notre travail. Nous passons beaucoup de temps à travailler avec les Forces canadiennes et les forces de sécurité nationale afghanes, afin de trouver des façons de réagir. L'objectif même de l'insurrection est de nous faire cesser le travail.

Dans chacun de nos rapports trimestriels, nous indiquons à quel point la situation est difficile du point de vue de la sécurité, mais nous soulignons également que nous avons construit trois écoles et que nous en construisons actuellement 22 de plus. Nous continuons de planifier la mise en oeuvre du barrage de Dahla. Nous travaillons de concert avec l'Organisation mondiale de la santé afin d'immuniser les gens dans le Sud de l'Afghanistan.

Nous ne voulons pas dire que c'est facile ou que nous ne faisons face à aucune difficulté. Nous disons que nous sommes déterminés à faire notre travail et à vous faire rapport honnêtement à chaque trimestre sur ce que nous faisons.

Qu'est-ce qui est plus positif? Je pense qu'une présence accrue des États-Unis dans le Sud de l'Afghanistan est un élément positif. Cette présence nous permettra de régler certains des problèmes auxquels nous faisons face pour être en mesure de couvrir du territoire et de conserver ce territoire à long terme. Mais plus important encore, je pense que nous commençons à voir des compétences et une capacité accrue de la part de l'Armée nationale afghane et de certains éléments du gouvernement afghan. Il ne s'agit pas du gouvernement entier — ce travail reste à compléter — mais nous voyons, dans certains ministères importants, une participation que nous n'avions jamais vue auparavant.

Je vous donnerai un très court exemple. Lorsque la ministre Oda était en Afghanistan en janvier, j'étais avec elle. Nous avons discuté du barrage de Dahla avec Kai Eide ainsi qu'avec le ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation. Nous avons parlé de l'irrigation qui serait possible grâce au barrage de Dahla et du lien entre cette irrigation et la progression de l'agriculture dans le Sud de l'Afghanistan. Le district d'Arghandab était le grenier du Sud de l'Afghanistan. Les systèmes d'irrigation se sont effondrés. L'agriculture elle-même s'est effondrée. Nous commençons à changer la situation. Il s'agit maintenant d'une industrie d'une valeur de 20 millions de dollars, tout près de Kandahar. Elle continuera de progresser si notre réponse demeure ciblée et résolue.

•(1205)

[Français]

**M. Claude Bachand:** Combien me reste-t-il de temps?

[Traduction]

**Le président:** Vous avez une minute.

[Français]

**M. Claude Bachand:** J'aimerais, si possible, que vous nous dévoiliez la stratégie du Canada à la prochaine réunion de l'OTAN qui se tiendra au mois d'avril. Le Canada va-t-il faire comme d'habitude, ou va-t-il proposer un autre plan qui ira plus loin sur le plan diplomatique et sur le plan du développement, et qui mettra un peu moins l'accent sur le plan militaire? Pouvez-vous expliquer en quelques secondes quelle sera la position du Canada à Strasbourg?

**M. David Mulroney:** Premièrement, le Canada voudra que l'Afghanistan continue de constituer une priorité pour l'OTAN. Deuxièmement, il demandera que nous nous assurions de renforcer la capacité afghane à gérer le défi. Troisièmement, nous voudrions que l'OTAN vise le développement des Forces de sécurité nationales afghanes.

Toutefois, avant la réunion de Strasbourg, il y aura une réunion aux Pays-Bas qui sera présidée par M. Eide. Il y aura alors des membres de l'OTAN, les voisins de l'Afghanistan et d'autres pays très importants. Sous la direction de M. Eide et en partenariat avec l'OTAN, on discutera de développement et de gouvernance. Il y a donc une cohérence internationale fondamentale.

[Traduction]

Bien entendu, notre stratégie continue d'être axée sur la sécurité, mais l'objectif du Canada est d'atteindre les buts énoncés dans la motion adoptée au Parlement: reconstruction, gouvernance et accroissement de la capacité des Afghans.

**Le président:** Merci beaucoup.

Passons maintenant au parti ministériel, avec M. Obhrai.

**M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, PCC):** Merci beaucoup.

Merci, David, de comparaître à nouveau.

Je veux poursuivre la discussion sur ce qu'il y a de nouveau. Conformément à la motion, vous avez remis vos rapports trimestriels au Parlement. Ces rapports indiquent ce que le Canada fait et donnent une idée des progrès que nous avons réalisés. Mais il y a quelques faits nouveaux. Vous venez de parler de la Conférence de La Haye, aux Pays-Bas, à laquelle participent les intervenants régionaux. Je viens de remarquer que l'Iran a accepté l'invitation. L'administration Obama profitera de cette occasion pour énoncer sa politique sur l'Afghanistan, qui semble être axée sur de nombreux efforts de développement, la diplomatie, etc. Le Pakistan aussi participera à la conférence. J'aimerais savoir ce que pense le gouvernement de notre présence là-bas. Qu'est-ce que cela va faire pour accroître notre présence là-bas?

Vous pourriez répondre en même temps à une autre question. Aujourd'hui, ou hier peut-être, il y a eu relève de la garde aux Nations Unies. Notre ambassadeur a été remplacé par M. Galbraith pour seconder M. Eide. Ces développements démontrent une présence plus active à l'échelle internationale. Ils ne devraient pas être considérés comme négatifs; ils devraient être considérés comme une entrée sur la scène internationale, en particulier l'administration Obama, qui reprend du service là-bas après avoir concentré ses efforts en Irak.

Je n'ai mentionné que quelques points qui apparaissent à l'horizon. Pourriez-vous parler de ces développements aux membres du comité et aux Canadiens qui écoutent la séance d'aujourd'hui?

**M. David Mulroney:** Les réunions internationales de la semaine prochaine — c'est-à-dire la réunion à La Haye, présidée par le représentant spécial des Nations Unies, Kai Eide, et la réunion de l'OTAN — ont des objectifs communs. Ce sont les objectifs adoptés par le gouvernement canadien depuis que le premier ministre a assisté au Sommet de l'OTAN à Riga, il y a plus de deux ans.

Tout d'abord, le Canada cherche à accroître l'effort international, et je pense que c'est ce que nous voyons à l'heure actuelle. Il s'agit d'un effort, non seulement du point de vue du nombre de troupes envoyées, ce que nous voyons de la part des Américains, des Français et d'autres pays dans le Sud de l'Afghanistan, mais également du nombre de partenaires qui joignent leurs efforts aux nôtres. Vous en avez parlé un peu. Étant donné qu'il est important de partager le fardeau du financement, de l'entraînement et de l'accroissement des capacités, la rencontre de La Haye est appelée en anglais « The big tent meeting ». C'est un de nos objectifs.

La deuxième question touche la cohérence. Comment réunir tous ces éléments de façon à obtenir des résultats positifs? Voilà un des objectifs du Canada. L'an dernier, à Bucharest, nous avons réussi à

cibler les efforts de l'OTAN. Cette année, nous travaillerons très fort pour veiller à ce que l'arrivée de ces joueurs sur la scène se fasse de façon cohérente. La direction de l'ONU et Kai Eide sont extrêmement importants.

Comme vous l'avez dit, le bras droit de Kai pour les affaires politiques était un Canadien, Chris Alexander, qui était auparavant notre ambassadeur à Kaboul. Il sera remplacé par M. Galbraith, qui est lui aussi de descendance canadienne, John Kenneth Galbraith. De ce point de vue, nous continuons d'appuyer le leadership des Nations Unies.

Le troisième objectif est d'avoir la possibilité d'échanger des pratiques exemplaires. Différents joueurs font différentes choses en Afghanistan. Il est très important que nous prenions le temps de nous renseigner sur ce qui fonctionne. Là-bas, tant à La Haye qu'au Sommet de l'OTAN, le Canada aura une bonne histoire à raconter. Les autres pays se montrent de plus en plus intéressés à déployer des civils. Si on veut assurer la gouvernance et le développement à grande échelle, il faut des civils spécialisés dans le domaine, et nous répondons à de nombreuses questions sur la façon dont nous avons procédé dans le Sud de l'Afghanistan.

Il y a également de nombreuses questions sur les pratiques optimales. Les Nations Unies commencent même à en parler.

Enfin, il y a des questions sur la façon de mettre sur pied les forces de sécurité nationale afghanes. Les Forces canadiennes, plus particulièrement, ont une très bonne histoire à raconter. Nos militaires sont parmi les meilleurs en ce qui concerne l'entraînement de l'armée nationale afghane. On fera le point, et le Canada pourra raconter de réelles expériences réussies.

• (1210)

**M. Deepak Obhrai:** Voulez-vous la parole, monsieur Hawn?

**Le président:** Vous avez trois minutes.

**M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC):** Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur Mulroney, d'être ici encore une fois.

Pour certains, même ceux qui se considèrent optimistes, le verre semble constamment à moitié vide. On peut facilement le comprendre et ça va, mais je pense que l'un des indicateurs de notre capacité de mener la mission est le niveau d'activités de nos civils du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, de l'ACDI, et d'autres, hors de l'enceinte. Pouvez-vous nous parler du niveau d'activités qu'ils ont été en mesure de maintenir?

**M. David Mulroney:** Ma dernière visite était la dixième en deux ans. Au départ, nous avions très peu de civils à Kandahar. Selon le groupe de travail Manley, la surveillance que nous effectuions n'était pas suffisante et nous ne nous appropriions pas suffisamment nos efforts de gouvernance et de développement; ces efforts étaient déployés à Kaboul ou ailleurs, et nous n'obtenions pas les résultats souhaités.

Je vois maintenant de jeunes agents du service extérieur et de l'ACDI dans les bases avancées qui travaillent avec les capitaines, créent les conseils locaux et les shuras, et travaillent ensemble de façon vraiment créative. C'est très inspirant. Je vois des agents du Service correctionnel, de la GRC et du MAECI dans des prisons afghanes qui font de la surveillance, donnent des formations et supervisent les améliorations aux infrastructures.

Je peux voir beaucoup d'efforts déployés. Par exemple, j'ai parlé du barrage de Dahla. La clé du succès du barrage de Dahla ne résidera pas seulement dans les améliorations que nous apporterons aux infrastructures d'ici 2011, mais aussi dans la capacité que nous laisserons derrière nous pour que les Afghans puissent gérer le projet. Je vois donc des civils dans les collectivités locales qui sont responsables de la gestion de l'eau dans leur région et qui parlent de ce que le barrage permettra d'obtenir et de la participation que l'on attend d'eux.

Il y a eu un réel changement. Cela touche en partie les chiffres. Nous envoyons également davantage de civils de haut niveau là-bas. L'homologue civil du brigadier-général, que l'on appelle le représentant du Canada à Kandahar, ou RCK, est actuellement Ken Lewis. Dans l'équipe de reconstruction provinciale, il y a un civil de haut niveau, homologue du colonel, et nous avons également des représentants de haut niveau dans chaque ministère important. Ils font une différence.

**M. Laurie Hawn:** Autre chose: selon l'impression que semble avoir le public canadien, lorsque nous parlons de l'équilibre de la mission, les gens parlent constamment du financement militaire et civil à hauteur de 10 pour un, par exemple, ce qui est extrêmement trompeur. Pouvez-vous me dire ce que font les équipes d'ingénieurs militaires dans l'EPR?

**M. David Mulroney:** Au bout du compte, ce ne sont pas nécessairement les ingénieurs militaires canadiens qui réalisent le gros du travail sur le terrain même, qu'il s'agisse de réparer des ponts, des ouvrages d'irrigation ou des barrages, mais plutôt grâce à leur expertise et avec leur appui. Nous voyons des équipes mixtes de représentants de l'ACDI, d'ingénieurs des Forces canadiennes et d'entrepreneurs afghans locaux qui sont sur le terrain, à faire le travail où il est nécessaire. Il s'agit d'un partenariat très productif et efficace.

**Le président:** Vous avez pris exactement sept minutes. Merci.  
Monsieur Dewar.

**M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD):** Merci, monsieur Mulroney, de votre exposé et du travail que vous accomplissez.

J'aimerais commencer par revenir sur votre réponse à M. Obhrai sur les prochaines étapes pour le Canada.

L'une des questions qui nous préoccupent touche le rapprochement. Vous n'en avez pas parlé, mais, par souci d'équité envers vous, cette question figure dans les rapports. Pour que les efforts de paix et de réconciliation permettent d'enrayer la violence qui, comme vous le savez, augmente, je pense que les initiatives militaires doivent s'accompagner d'une stratégie politique et d'une initiative diplomatique. Pouvez-vous nous aider? Dix-sept mille soldats américains supplémentaires seront envoyés. Il faut reconnaître qu'il y aura une montée de la violence. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question controversée; c'est un fait qui a été prouvé. Si c'est ce qui arrive, je pense que nous avons également besoin d'une stratégie politique claire ou d'une stratégie diplomatique. Quelles recommandations concrètes et quelles initiatives le Canada offrira-t-il à la conférence, mardi prochain?

J'allais vous demander ce que vous pensez du remplacement de M. Alexander par M. Galbraith, en soulignant que M. Galbraith est également un Américain, de par ses points de vue. Vous avez sans aucun doute travaillé avec M. Holbrooke. Je me préoccupe de savoir où se trouvent l'influence et la confluence canadienne, à une époque où les Canadiens souhaitent que nous mettions l'accent sur l'aspect diplomatique. Ils veulent que nous nous occupions d'une poussée diplomatique. Les Américains ont parlé d'une poussée diplomatique.

C'est ce que fait le Canada. C'est dans notre histoire. C'est ce que nous voulons voir.

Voici donc ma question. Où se trouve notre poussée diplomatique? Où se trouve notre plan diplomatique? Qu'allons-nous offrir mardi?

• (1215)

**M. David Mulroney:** Merci, monsieur Dewar.

Tout d'abord, au sujet du personnel des Nations Unies, de nombreux postes haut placés aux Nations Unies ont tendance à être occupés par des Canadiens parce qu'ils agissent comme des représentants de l'ONU, en se montrant objectifs à l'égard du Canada. C'est pour cette raison que Chris Alexander a vu son travail reconnu. Nous ne considérons pas Kai Eide comme un Norvégien, même s'il en est un très distingué; nous le considérons comme un représentant des Nations Unies. Nous nous attendons à ce que M. Galbraith agisse au nom des Nations Unies. C'est un objectif fondamental.

Deuxièmement, nous travaillons en étroite collaboration avec tous nos partenaires, y compris les États-Unis, pour veiller à nous doter d'un plan logique et pratique pour le Sud de l'Afghanistan. Au bout du compte, notre objectif est le même que celui des États-Unis et, sans aucun doute, des Afghans. L'objectif est la réussite. À leur arrivée, les Américains se sont rendu compte qu'ils allaient devoir en apprendre beaucoup dans le Sud. J'ai passé beaucoup de temps à Washington, à Kaboul et à Kandahar à discuter avec eux. Je peux vous donner un exemple précis.

**M. Paul Dewar:** Excusez-moi, mais j'ai peu de temps.

À votre connaissance, allons-nous offrir un plan diplomatique mardi?

**M. David Mulroney:** Nous avons déjà un plan de développement de Kandahar qui a été soigneusement établi avec les représentants afghans et les Forces canadiennes.

**M. Paul Dewar:** C'est le processus de rapprochement que nous avons préparé.

**M. David Mulroney:** Non, il s'agit d'un plan d'action pour le développement de la gouvernance à Kandahar, qui a déjà été accepté par les Américains. Ça continuera d'être le plan de développement.

**M. Paul Dewar:** Mais au-delà de cela, pour ce qui est de la région et d'un plan diplomatique visant à favoriser ce que bon nombre de gens considèrent comme la solution, il y aura des discussions régionales et des acteurs régionaux. Le Canada participera-t-il à ce processus, à votre connaissance?

**M. David Mulroney:** Le Canada va sans aucun doute participer, tout comme le ministre Cannon.

**M. Paul Dewar:** Envisageons-nous de faire des pressions dans ce sens mardi?

**M. David Mulroney:** Depuis quelque temps, le Canada appuie ouvertement la nécessité de trouver une solution régionale. Nous le reconnaissons depuis le début. Je peux vous dire que nos diplomates, comme John McNee à New York, sont des chefs de file aux Nations Unies au sein du groupe American friends of Afghanistan.

**M. Paul Dewar:** Nous sommes impatients de voir, mardi, une preuve que le Canada a quelque chose à offrir du point de vue d'un plan diplomatique et fera pression pour que se produise une poussée diplomatique, mais on peut utiliser un autre terme. Le Canada participera-t-il à cette partie des discussions?



**M. David Mulroney:** Le Canada, représenté par le ministre Cannon, continuera de plaider en faveur d'une stratégie régionale complète et solide qui contribuera à la paix en Afghanistan et dans la région.

**M. Paul Dewar:** Si vous me le permettez, je parlerai du fait que certaines personnes demandent une initiative regroupant des personnalités imminentes, entreprise grâce aux Nations Unies. Lakhdar Brahimi est un nom qui a été proposé. Je peux mentionner un autre nom, Mokhtar Lamani, un Canadien qui était avec M. Brahimi en 1998, en Afghanistan, sur le terrain. Ce sont deux personnalités éminentes.

Certaines personnes, y compris des spécialistes du domaine de l'École Norman Paterson, ici, à Ottawa, pensent que c'est l'approche à adopter. Le Canada pourrait appuyer une telle initiative, ce qui permettrait d'entamer les discussions régionales avec des pays comme l'Iran, par exemple. Je pense que ce serait une approche à envisager. Avez-vous entendu parler d'une telle approche? Une telle approche s'inscrirait-elle dans notre cadre de travail?

**M. David Mulroney:** J'ai lu l'article de M. Hampson il n'y a pas longtemps. Comme je le disais, je pense que le réel défi touchera la cohérence. Il faut renforcer les joueurs qui sont déjà là-bas. Pour le Canada, la personnalité éminente est Kai Eide, le représentant spécial du secrétaire général. Il faut continuer de faire tout ce que nous pouvons pour appuyer ses efforts visant à accroître la cohérence du développement et de la diplomatie en Afghanistan. Il s'agit de la position du Canada depuis longtemps, et le pays, représenté par M. Cannon, continuera de préconiser cette approche la semaine prochaine à La Haye.

• (1220)

**M. Paul Dewar:** Je dis simplement que nous devrions envisager de créer un groupe de personnalités éminentes et d'y ajouter un Canadien. Je ne veux pas dire que cette personne représenterait le point de vue du Canada, mais il y aurait au moins quelqu'un pour apporter la contribution du Canada, et comme vous le savez, nous avons des gens pour le faire.

Je pense que la plupart des Canadiens se tournent vers les prochaines étapes pour le Canada du point de vue diplomatique, en dépit de tout le bon travail qui a été fait. Je suis allé avec le comité au printemps et j'ai vu le bon travail qui se fait. Ce qu'ils veulent, c'est s'extirper du cadre dans lequel nous sommes, qui, comme en convient la majorité, ne fonctionne pas bien sur le terrain pour les Afghans, ni pour les Canadiens, et nous connaissons cette histoire. J'espère que nous préconiserons cette approche. Ce soir, la Chambre des communes tient un débat exploratoire sur ce qui se passera ensuite. J'espère que ces autres idées seront envisagées, et nous allons certainement préconiser ces idées.

**Le président:** Vous n'avez presque plus de temps. Il vous reste 20 secondes.

**M. Paul Dewar:** Je m'interromprai ici. Je n'irai pas plus loin.

Merci.

**Le président:** Avez-vous une réponse à formuler, monsieur Mulroney?

**M. David Mulroney:** Je pense que M. Cannon est très en faveur de ce qui se passera la semaine prochaine à La Haye parce qu'il s'agit d'une réunion très inclusive qui comprendra de nouveaux joueurs. Le Canada veut donc s'assurer que le fardeau international est partagé et que tous ceux qui peuvent jouer un rôle dans l'atteinte d'une solution de paix en Afghanistan le fassent.

**Le président:** Merci beaucoup.

Ceci met fin à notre premier tour de questions. Nous passerons maintenant à un deuxième tour de cinq minutes par parti. Nous commencerons par le parti ministériel puis nous passerons à l'opposition officielle.

Monsieur MacKenzie.

**M. Dave MacKenzie (Oxford, PCC):** Merci, monsieur le président. S'il reste du temps après mon intervention, je laisserai le reste de la période à M. Hawn.

Je tiens à vous remercier, monsieur Mulroney, d'avoir accepté d'être des nôtres aujourd'hui. Pour que tout le monde saisisse bien, nos activités se déroulent conformément à une motion adoptée par le Parlement du Canada — et nous respectons ce mandat, si je ne me trompe, — ainsi que les lignes directrices qui ont été adoptées par la Chambre des communes. J'aimerais que vous nous en disiez un peu plus long là-dessus.

J'aimerais également vous signaler que je m'inquiète du fait que lorsqu'on parle de ce qui se déroule en Afghanistan, nous parlons pratiquement toujours seulement des forces militaires et de certaines des autres choses qui se déroulent dans cette région; nous oublions cependant parfois que nombre de policiers et agents de service correctionnel canadiens se trouvent également dans la région. Je crois que j'ai lu récemment que nous allons augmenter leur présence dans la région et que nous allons également payer pour les services de certains policiers afghans. Je me demande si vous pourriez nous en dire un petit peu plus long sur ces deux choses, ces deux questions que j'ai posées, et bien expliquer la situation de sorte que les Canadiens comprennent que nous adoptons une approche générale de la situation en Afghanistan.

**M. David Mulroney:** Merci beaucoup.

À la suite de l'adoption de la motion par le Parlement, le gouvernement s'est consacré à la transformation de la mission. Cela représentait tout un changement de la façon de faire les choses, parce que nous nous consacrons dorénavant au développement et à la reconstruction de l'Afghanistan; nous avons pris au sérieux les échéanciers qui avaient été établis, car nous devons travailler dans le Sud de l'Afghanistan jusqu'à 2011. Tout ce que nous faisons est fondé sur ce mandat et cette nouvelle mission. Vous noterez que nos repères sur des objectifs particuliers qui nous permettent d'accomplir les diverses choses abordées dans cette motion. Le simple fait que nous établissons des points repères et que nous présentions des rapports découle également des paramètres imposés par la motion. Nous avons recruté du personnel, nous avons affecté des employés à ce dossier pour nous assurer que nous respectons le plus possible tout ce qui nous a été confié dans cette motion. Je rencontre à tous les trimestres les principaux intervenants du quartier général à Ottawa et en région, je rencontre les intervenants civils et militaires; nous discutons alors de la façon dont les choses évoluent de mois en mois, de trimestre en trimestre, tout cela vers la date de 2011. C'est là-dessus que tous nos efforts portent.

J'aimerais également signaler que nous avons des membres de la police militaire qui assurent la formation de la police nationale afghane. Nous avons actuellement dans la région environ 40 membres de la police militaire. De plus nous comptons plus de 30 policiers canadiens dans la région. Ce chiffre passera à 50 vers le milieu de l'année en cours. Ils s'occupent de deux grands thèmes. Tout d'abord ils offrent un cours élémentaire de survie destiné aux policiers pour leur apprendre comment faire leur travail en toute sécurité. Deuxièmement — et c'est ce que le ministre a vu la semaine dernière —, ils leur enseignent comment procéder à une enquête sur les lieux d'un crime, comment faire leur travail de façon professionnelle. C'était très impressionnant de les voir faire leur travail. Les ministres ont annoncé la semaine dernière notre nouvelle contribution au Fonds en fiducie pour le maintien de la loi et de l'ordre en Afghanistan, ce qui permettra d'assurer que des salaires seront versés aux membres de la police nationale afghane dans le Sud de l'Afghanistan pour les deux prochaines années. Nous multiplions également nos efforts pour nous assurer que ces policiers recevront leur salaire. Nous avons également organisé la mise sur pied d'un système de paiement électronique de sorte que ces policiers peuvent en fait obtenir eux-mêmes cet argent à tous les mois.

Nous faisons tout ce que nous pouvons pour nous assurer non seulement que nous donnons la formation mais que les autres modalités et conditions de services des policiers sont appropriées.

• (1225)

**M. Dave MacKenzie:** Jugez-vous, tout comme moi, qu'assurer la présence de policiers civils, d'agents de service correctionnel et de membres du service et du système judiciaire est un élément important de la sécurité nécessaire dans un pays comme l'Afghanistan?

**M. David Mulroney:** Tout à fait; vous avez d'ailleurs raison de nous rappeler que tout cet effort a trois grands volets: la police, et comme vous l'avez dit, le système judiciaire, ainsi que le système correctionnel — parce que si vous arrêtez des gens et que vous n'avez pas de tribunaux ou d'endroits où les envoyer, vous avez tout un problème.

À mon avis, nous effectuons de vrais progrès en ce qui a trait à la police, quoique c'est tout un défi. Le secteur judiciaire est aussi un défi parce que nous devons trouver plus de juges, des juges qui ont une meilleure information dans le Sud, et il faut trouver une façon de... Il existe un système de règlement des différends local en ce qui a trait aux questions de biens et propriétés qui ne devrait pas être modifié. Il s'agit d'un système traditionnel qui fonctionne bien. Nous écoutons également les Afghans en ce qui a trait à la mesure dans laquelle il faut assurer une intervention directe dans le système judiciaire.

Pour ce qui est du système correctionnel, les Canadiens sont les étrangers qui s'occupent le plus des pénitenciers afghans. Je pense donc que nous avons une meilleure idée de ce qui est nécessaire. Nous créons de très importants rapports avec les dirigeants et les gestionnaires des pénitenciers, et nous avons noté que ces rapports ont un impact sur la façon dont ils font les choses. Remarquez que ce secteur présente également ses propres défis, mais je pense que nous avons fait des progrès.

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à l'opposition officielle, à M. Wilfert, qui sera suivi d'un autre député ministériel.

**L'hon. Bryon Wilfert:** Merci, monsieur le président.

Monsieur Mulroney, l'Afghanistan est le pays qui reçoit le plus d'aide du Canada, et l'année dernière, lorsque nous étions là, nous avons pu noter qu'en dépit de l'aide que nous envoyons dans ce pays — l'effort de créer des emplois et toutes ces choses —, on ne semblait pas vraiment employer les services des représentants de la localité et de la population locale ou même assurer la coordination de nos efforts. Tout cela a été confirmé encore une fois par le Centre for Conflict and Peace Studies, de Kaboul, qui dit que notre intervention, soit par l'entremise de l'ACDI et l'EPR, représente un échec car il n'y a pas de coordination avec le gouvernement local, la population locale n'est d'ailleurs pas embauchée. On ne parle pas simplement ici du rôle du Canada mais également de l'aide offerte par les autres pays.

Que faisons-nous pour régler ce problème car après tout nos efforts n'aident pas vraiment? La population n'appuiera pas certainement un gouvernement si elle n'estime pas que son propre niveau de vie s'améliore, parce qu'après tout la population n'entre pas en ligne de compte.

**M. David Mulroney:** Le ministre des Finances de l'Afghanistan a rencontré le ministre Oda tout récemment et il a félicité le Canada en signalant que notre pays est un des principaux pays qui accordent du financement par l'entremise des institutions gouvernementales afghanes, y compris son ministère. Tout compte fait, vous devez démontrer que vous avez confiance dans le gouvernement de l'Afghanistan et vous devez acheminer votre financement par l'entremise de ce gouvernement. Environ la moitié de notre financement est distribué par l'entremise du gouvernement afghan, mais il y a de bonnes raisons pour lesquelles tout notre financement n'est pas distribué par l'entremise de ce gouvernement.

Tout d'abord, nous avons des ONG qui travaillent en Afghanistan, des organisations très mais alors très compétentes. Il suffit de penser à Rory Stewart et à Turquoise Mountain — l'ancien diplomate et soldat britannique qui a mis sur pied un projet au centre de Kaboul. Le Canada est un des principaux bailleurs de fonds de cette initiative. Le Peace Dividend Trust a pour mission d'assurer que l'argent que la communauté internationale dépense en Afghanistan demeure en Afghanistan. Nous appuyons financièrement le Peace Dividend Trust.

Nous finançons également le gouvernement afghan. Une partie de notre aide est acheminée par le gouvernement afghan et par les Nations Unies, par l'entremise d'ONG, et dans certains cas nous dépensons l'argent directement à Kandahar parce que les ONG ne sont pas présentes dans cette région et il en va de même pour le gouvernement afghan. Nous avons donc trois voies de financement, mais nous cherchons d'abord et avant tout à nous assurer que cet argent est utilisé pour accroître la capacité de l'Afghanistan de se tirer d'affaire lui-même.

**L'hon. Bryon Wilfert:** Est-ce que nous mesurons les résultats de ces efforts? À mon avis il s'agit là clairement d'une question à laquelle on n'a pas répondu de façon satisfaisante.

**M. David Mulroney:** Nous avons des repères qui nous permettent d'évaluer la capacité des ministères comme le ministère des Finances. Nous évaluons la situation et c'est pourquoi nous affectons des représentants... par exemple, l'ancien sous-ministre de l'Éducation du Manitoba travaille au ministère de l'Éducation de l'Afghanistan.

**L'hon. Bryon Wilfert:** Je céderai une partie de mon temps à mes collègues.

Pourriez-vous nous donner ces repères et les résultats obtenus jusqu'à présent?

**M. David Mulroney:** Oui, ils figurent dans nos deux derniers rapports trimestriels.

**L'hon. Bryon Wilfert:** Merci.

**Le président:** Merci.

Allez-y, monsieur Rae.

**L'hon. Bob Rae:** Monsieur Mulroney, j'ai l'impression que le dossier de la narco-économie est négligé. Vous l'avez passé sous silence dans votre rapport. Il y a très peu d'informations publiques à ce sujet. La moitié du PIB de l'Afghanistan provient du secteur de l'opium, mais nous ne semblons pas être en mesure de concevoir une stratégie cohérente pour lutter contre le narco-trafic.

Que pouvez-vous me dire là-dessus?

**M. David Mulroney:** Si on pense à d'autres pays où la narco-économie a été florissante, l'Asie du Sud-Est ou la Turquie, on comprend qu'il faudra beaucoup de temps pour éliminer le narco-trafic en Afghanistan.

Le Canada n'est pas inactif. Premièrement, nous avons consacré 30 millions de dollars à un programme qui prévoit notamment le versement de sommes d'argent pour encourager les agriculteurs à délaisser la culture du pavot pour une autre, ainsi que des sommes pour améliorer les procédures policières et judiciaires pour que soient condamnés non seulement les agriculteurs, mais surtout les dirigeants des réseaux de narco-trafic.

De plus, nous travaillons au développement économique à long terme à Kandahar. Le pavot pousse au bout de la route, là où commence une insurrection, mais aussi là où il y a peu d'eau car, malheureusement, le pavot est une plante rustique. Le Sud de l'Afghanistan étant très sec, les agriculteurs se tournent souvent vers la culture du pavot en dernier recours. Avec la construction du barrage de Dahla, nous pourrions irriguer cette région et rendre possible la culture du blé. Les agriculteurs afghans ne veulent pas prendre le risque de cultiver du pavot. De plus, c'est contre leur religion. Ils doivent faire affaire avec des hommes méchants qui leur font peur et qui leur soutirent tout leur argent. Ils ne peuvent non plus rien faire pousser pour nourrir leur bétail. Les agriculteurs ont bien des raisons de ne pas vouloir cultiver le pavot.

D'autres perspectives économiques les dissuaderont de se lancer dans le narco-trafic. Nous avons pris diverses mesures mais il est certain qu'il faudra du temps pour éradiquer ce problème.

• (1230)

**Le président:** Vous avez une minute, monsieur Coderre.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre:** Un des problèmes, monsieur Mulroney, c'est que les talibans contrôlent de plus en plus le territoire de l'Afghanistan. L'avenir de l'Afghanistan va aussi avoir un impact sur celui de l'OTAN. Par exemple, dans la partie nord, les Allemands et les soldats d'autres pays ont une mission complètement différente des Canadiens, des Américains et des Britanniques.

À la réunion des 3 et 4 avril prochains, va-t-on redéfinir les tâches et avoir une seule mission en Afghanistan ou va-t-on encore laisser les pays faire ce qu'ils veulent faire?

**M. David Mulroney:** C'est vrai que les conditions sont différentes entre le nord et le sud de l'Afghanistan. Cependant, dans le sud, nous avons vu une augmentation progressive des forces armées, pas seulement celles de l'OTAN mais aussi de l'Afghanistan même. Il y aura aussi 17 000 soldats américains de plus. Cela va changer la situation. En ce qui concerne l'OTAN, réunion par réunion, on peut voir du progrès en matière de cohérence et de coordination.

[Traduction]

Il est certain que ce n'est pas facile, car les conditions sont différentes en Afghanistan, les gens là-bas se concentrent sur différentes choses. Si nous pouvions retourner en arrière et repenser la façon dont la situation en Afghanistan a été gérée, la communauté internationale le ferait peut-être, mais elle ne peut se le permettre. Au sein de l'OTAN, différents pays ont fait différentes choses dans différentes régions.

**L'hon. Denis Coderre:** La définition de la mission comme telle est différente. Les différents pays ne font pas nécessairement pas la même chose...

**M. David Mulroney:** Selon moi, c'est dans le Sud où la vision est la plus cohérente. Nous ne sommes pas les seuls dans le Sud; il y a bien d'autres partenaires — les Danois, les Roumains, les Britanniques, les Néerlandais, ainsi que les Américains et les Australiens — et nous sommes tout à fait sur la même longueur d'onde. C'est ce qu'on est en voie de réaliser dans le Nord de l'Afghanistan, mais on n'y est pas encore.

**Le président:** Merci beaucoup.

Il nous reste juste assez de temps pour trois interventions. Ce sera donc d'abord au tour de M. Abbott, puis la parole sera au Bloc et de nouveau au ministériel.

**L'hon. Jim Abbott (Kootenay—Columbia, PCC):** Merci, monsieur Mulroney.

J'aimerais revenir aux questions de M. Bachand car, selon moi, elles témoignent du point de vue selon lequel même sans une forte présence militaire, sans certaines mesures agressives à l'endroit de nos adversaires, nous pourrions poursuivre notre travail de développement, la construction d'écoles et du barrage et nos autres projets humanitaires, comme si les deux s'excluent mutuellement.

J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

**M. David Mulroney:** La sécurité et le développement, la sécurité et la gouvernance sont étroitement reliés. Tout ce que nous faisons dans le Sud de l'Afghanistan se fait dans le cadre d'une étroite collaboration entre les autorités civiles et militaires. D'ailleurs, on est de plus en plus nombreux à remarquer le degré d'intégration du plan canadien qui a été dressé conjointement par les autorités civiles et militaires.

Toutefois, selon moi, le facteur le plus important reste une augmentation de la présence militaire afghane. À ma dernière comparution, je crois vous avoir raconté brièvement comment, l'été dernier, les talibans, comme les étés précédents, avaient infiltré la région d'Arghandab, au nord-ouest de la ville de Kandahar, qui est une région vitale. Les années précédentes, c'est la FIAS qui avait repoussé les talibans de cette région. L'an dernier, les Forces canadiennes, sous le commandement du général Thompson, ont guidé les Afghans qui ont eux-mêmes dirigé la mission. On a même fait venir des troupes par avion de Kaboul, et ce n'est pas une mince tâche que de faire venir des troupes à court préavis pendant une bataille, et les talibans ont été chassés par les troupes afghanes.

Chaque fois que les forces de sécurité afghanes assument un peu plus de responsabilités à l'égard de la sécurité du pays, nous savons que nous nous approchons de notre objectif. Nous continuons toutefois de collaborer étroitement avec les forces de sécurité afghanes car c'est encore grâce à la présence des Forces canadiennes que les autres volets de la mission sont possible.

● (1235)

**Le président:** Merci. Il vous reste trois minutes.

Monsieur Hawn.

**M. Laurie Hawn:** Je vais prendre ces trois minutes.

Monsieur Mulroney, parlez-nous un peu de l'incidence de la nouvelle voie aérienne.

**M. David Mulroney:** Nos nouveaux appareils remplissent diverses fonctions. J'ai eu le grand plaisir d'accompagner les ministres à bord d'un Chinook canadien la semaine dernière. Grâce à nos avions, nous pouvons transporter nos ressources humaines, civiles et militaires. Les déplacements par voie terrestre seront moins nombreux. Il faudra encore prendre la route, mais moins souvent. Nos Forces canadiennes sont donc plus mobiles. De plus, les hélicoptères Griffon et les véhicules aériens sans pilote nous donnent de nouvelles informations sur la situation sur le terrain. Ils nous permettent, par exemple, de déceler les embuscades ou les attaques aux dispositifs explosifs de circonstance.

Les capacités des Forces canadiennes ont maintenant une nouvelle dimension et nous avons ainsi pu prouver à l'OTAN que nous sommes en mesure de poursuivre notre engagement. Nous ne relâcherons pas nos efforts avant 2011, au moment où prendra fin notre mission. Nous ne perdons pas de vue notre objectif et nous n'oublions pas l'engagement que nous avons pris. Cela a donc été un ajout positif à l'effort de l'OTAN.

**M. Laurie Hawn:** Beaucoup a été dit sur la conférence qui se tiendra sous peu et les 17 000 soldats que les Américains enverront en renfort. Croyez-vous que nos six priorités changeront?

**M. David Mulroney:** Non, nos six priorités resteront les mêmes. Pour revenir à ce qu'a dit M. Dewar un peu plus tôt, nous consacrons une bonne part de nos efforts diplomatiques à Washington, à Bruxelles, à Londres et ailleurs à accroître l'efficacité de notre partenariat avec les Américains. Les États-Unis ont accepté nos priorités. Ils ont accepté nos plans, qu'ils ont jugé solides, et sont prêts à contribuer à leur mise en oeuvre.

Nous répartirons le travail par secteur géographique, et les Américains nous feront part sous peu de leur décision. Ils seront dans les secteurs de la promesse de Kandahar où nous n'avons pu être présents et où les talibans ont fait un retour après que nous ayons été forcés de battre en retraite. Le Canada pourra donc se concentrer sur les grands centres plus peuplés, soit la ville de Kandahar et ses alentours, précisément là où nous voulons concrétiser nos priorités.

**M. Laurie Hawn:** Est-il juste de dire que le Canada est le chef de file et que les Américains ont accepté notre rôle et orientation dans ce dossier?

**M. David Mulroney:** L'équipe de reconstruction provinciale à Kandahar s'occupera des efforts de gouvernance en Afghanistan. Les Américains nous l'ont dit, et les choses ne changeront pas. Cela dit, nous nous associerons aux Américains dans le secteur de la sécurité, et nous aurons un associé fort compétent pour nous aider à lutter contre la sédition.

**Le président:** Merci.

Monsieur Paillé.

[Français]

**M. Pascal-Pierre Paillé (Louis-Hébert, BQ):** Merci, monsieur le président. S'il me reste du temps, je le partagerai avec M. Bachand.

Je vous remercie, monsieur Mulroney, d'être présent aujourd'hui.

J'aimerais revenir sur le plan dont vous avez parlé. Un plan est déjà en place. Vous avez dit que le ministre Cannon proposera un autre plan. Ce nouveau plan viendra-t-il compléter ou changer la mission canadienne?

**M. David Mulroney:** Le plan de M. Cannon continuera de renforcer l'importance d'un partenariat international et du leadership des Nations Unies. Ce n'est pas quelque chose de nouveau. C'est le plan canadien que M. Cannon va présenter la semaine prochaine.

**M. Pascal-Pierre Paillé:** Ce plan contient-il des cibles ou des objectifs par rapport aux constructions? Le Canada est engagé dans plusieurs projets, comme la construction du barrage et des 22 écoles dont vous avez parlé. Y a-t-il des objectifs cibles inclus dans ce plan?

**M. David Mulroney:** Nous avons des objectifs cibles pour les efforts déployés à Kandahar et en Afghanistan. Ils sont inscrits dans nos rapports trimestriels.

**M. Pascal-Pierre Paillé:** Jusqu'à maintenant, par rapport aux prévisions et aux cibles, quel pourcentage des travaux sont terminés? Croyez-vous que certains travaux ne seront peut-être pas complétés avant le départ des troupes canadiennes en 2011?

**M. David Mulroney:** Nous sommes maintenant en train de compléter tous nos travaux. C'est un peu tôt pour déterminer la situation finale dans chaque catégorie. Je suis confiant que nous sommes en train de les compléter maintenant.

**M. Pascal-Pierre Paillé:** Normalement, les troupes canadiennes quitteront l'Afghanistan en 2011. Une certaine transition a-t-elle été effectuée? Il y a beaucoup de responsabilités assumées par le Canada. Le Canada est sur le terrain depuis 7 ans. Je suppose que ça prend un certain temps avant que la transition se fasse avec ceux qui voudront prendre la relève. Y a-t-il une structure ou un plan en vue pour prendre la relève des responsabilités canadiennes en Afghanistan?

● (1240)

**M. David Mulroney:** Nos projets et nos priorités à Kandahar doivent prendre fin en 2011. C'est déjà planifié. Nous travaillons au barrage Dahla et sur les écoles. En ce qui a trait à la transition, nous savons maintenant qu'il y aura une augmentation de 17 000 soldats américains. Ce sera finalisé plus tard. Ce n'est pas le moment de le faire, parce qu'il reste encore deux ans avant 2011. Notre travail est concentré sur nos objectifs de 2011.

**M. Pascal-Pierre Paillé:** D'accord. Merci.

[Traduction]

**Le président:** Vous disposez de deux minutes.

[Français]

**M. Claude Bachand:** J'aimerais vous parler de M. Karzaï parce que les élections vont se tenir à la fin août. Je sens une certaine impatience de la part des Américains à l'endroit de M. Karzaï. Tout le monde est au courant de la prise de bec qu'il a eue avec M. Biden. Dans les cercles de l'OTAN qu'on fréquente, on entend souvent mentionner, au sein de la délégation américaine, l'espoir d'une candidature potentielle contre M. Karzaï.

Personnellement, vous côtoyez continuellement les cinq ministres qui forment le comité interministériel, dont on a le rapport ici, qui est très bien bâti. D'ailleurs, il y a une disposition, ou un chapitre, où on parle beaucoup de gouvernance. Est-ce que, du côté canadien, on tend aussi à manquer de patience à l'endroit de M. Karzaï? Je ne veux pas faire d'ingérence dans la démocratie afghane, mais on doit admettre que depuis qu'il est président, la situation n'a pas beaucoup évolué et que beaucoup de gens ont perdu confiance en lui. D'ailleurs, on continue de l'appeler le maire de Kaboul parce qu'il a beaucoup de difficulté à étendre son autorité en dehors de Kaboul.

Selon vous, le gouvernement canadien verrait-il d'un bon oeil une candidature éventuelle contre M. Karzaï? Le gouvernement canadien perd-il patience à l'endroit de M. Karzaï, comme c'est le cas pour les Américains?

**M. David Mulroney:** Je crois que les Afghans eux-mêmes devraient décider du choix de leur président. En ce qui nous

concerne, le dialogue bilatéral est axé sur nos objectifs. Donc, la question n'est pas de savoir qui sera le président, mais d'offrir aux Afghans le soutien nécessaire pour avancer par rapport à chacune de nos priorités. C'est le contenu de notre dialogue bilatéral.

**M. Claude Bachand:** Vous n'avez pas l'intention de vous ingérer de quelque façon que ce soit dans la campagne afghane.

**M. David Mulroney:** Pas du tout.

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Il ne nous reste pratiquement plus de temps. Nous devons interrompre nos travaux pendant une minute puis il nous restera exactement 15 minutes. C'est la période réservée au parti ministériel, mais il ne me reste malheureusement plus de temps. J'espère que ce n'était pas une question trop importante, monsieur.

Monsieur Mulroney, je tiens à vous remercier d'être venu faire le point aujourd'hui.

**M. David Mulroney:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Nous allons suspendre nos travaux pendant quelques instants puis passer à nos travaux à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]





**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**